

# **Au nom de la démocratie, SOS Racisme et Libération veulent interdire le débat sur l'identité nationale !**

Depuis le 20 décembre 2009, l'association SOS Racisme et le journal Libération somment le chef de l'Etat d'arrêter le débat sur l'identité nationale, les discussions organisées à cet effet étant apparues comme «des espaces de libération d'une parole raciste».

Le texte, rédigé en la circonstance par l'association et le journal susnommés, est on ne peut plus clair : «Propos violents envers les immigrés et leurs enfants, vision caricaturale des «jeunes de banlieue», obsession autour de la figure du musulman comme euphémisation d'un racisme anti-arabe qui n'ose plus s'exprimer en ces termes : voilà quelles semblent être les principales réflexions qui émergent des réunions tenues sur le territoire». Evidemment, dans un tel contexte, l'accusation de stigmatisation ne saurait être absente : «Ainsi, il y a quelques jours – poursuivent, de concert, SOS Racisme et Libération – une Ministre de la République, Nadine Morano, livrait en creux sa vision du musulman, essentialisé dans la position de celui qui refuse de s'intégrer à la Nation, fût-il français». Et la conclusion de s'imposer d'elle-même : «Le débat sur l'identité nationale, bien loin de renforcer l'adhésion aux valeurs de la République, est un facteur de haine et de désunion, là où notre pays devrait s'atteler à cultiver le vivre-ensemble».

Malgré la surprenante réserve introduite par le verbe «sembler» («voilà quelles «semblent» être les principales réflexions qui émergent des réunions tenues sur le territoire»), il n'est pas dans mon intention de contester un seul mot des phrases que je viens de citer : le racisme

existe, hélas, et c'est la moindre des choses qu'il soit considéré comme un délit.

Par contre, qu'il me soit permis de prendre mes distances avec la fameuse «stigmatisation» – dont on nous rebat les oreilles au prorata des susceptibilités grandissantes de la communauté musulmane – et de rappeler, au risque de déplaire, le renversement exigé par la réalité : ce ne sont pas les Français qui stigmatisent la communauté musulmane, mais les membres les plus virulents de la communauté musulmane qui stigmatisent la France ! En effet, le peuple français ne se focaliserait point sur la population musulmane si les intégristes – qui la travaillent de l'intérieur comme de l'extérieur – ne se focalisaient pas sur elle et sur eux-mêmes, et, par suite, sur leurs fondements religieux communs, qui sont un des freins les plus redoutables à l'adhésion républicaine !

C'est cette prise de conscience douloureuse d'une France en train de devenir une anti-France qui explique la crispation actuelle d'un grand nombre de Français vis-à-vis de la population musulmane. Ce n'est donc pas «dans les tourments d'un débat sur l'identité nationale» que «la France a été entraînée, malgré elle», mais dans les tourments d'une nouvelle identité que les Français n'ont pas choisie et dans laquelle, in fine, ils ne sauraient se reconnaître, puisqu'elle n'est pas «identique» à leur «identité» première ! En un mot, ce qui fait souffrir les Français, c'est l'immigration non contrôlée !

Malheureusement, ce que je dis paraît «aujourd'hui se situer bien en-deçà d'une réalité inquiétante», car à force de mépriser ce que ressent monsieur Tout-le-Monde, à force de permettre que soit sifflé l'hymne national, à force de taire les «incivilités» quotidiennes dont l'incendie volontaire d'un véhicule est devenu l'archétype, à force de cadenasser les images de «jeunes» couvrant de crachats le visage de Jacques Chirac lors d'une visite à Mantes-la-Jolie, le 4 mars 2002, à force d'occulter ce qui dérange la bienpensance, à force

d'inonder le peuple français sous les flots conjugués du différentialisme et du multiculturalisme, à force de lui enseigner la culpabilité pour son histoire coloniale et de requérir qu'il s'incline sous les fourches caudines de la repentance, à force d'ériger la race ou l'origine en passe-droit au nom de la «discrimination positive», à force d'installer le communautarisme en lieu et place de l'unité nationale et de céder à la multiplication des demandes d'«accommodements raisonnables» qui sont autant de contournements de nos propres règles, on a créé le prélude à l'overdose, avec les risques d'explosion qu'un tel cocktail contient inévitablement !

Non seulement ces mesures irresponsables «heurtent» ma «conscience de républicain et de démocrate attaché aux valeurs du vivre-ensemble», mais encore blessent profondément tous les Français qui, non contents de se sentir pris dans la nasse de la «nouvelle France», c'est-à-dire de «la France d'après», n'ont même pas la possibilité de crier leur désarroi sans risquer au mieux le tribunal, au pire une fatwa de mort !

Or, pour une fois qu'on les consulte sur ce qu'ils sont ou pensent être, et surtout sur ce qu'ils ne veulent pas être, il se trouverait des voies prétendument républicaines et démocratiques pour suspendre pareil débat ? Comme c'est étrange !

En fait, les auteurs et les signataires de ladite pétition ont compris à l'envers ce que les Français les plus simples ont saisi sans erreur. Ce n'est pas le débat sur l'identité nationale qui affaiblit «un vivre-ensemble trop fragile» : c'est «un vivre-ensemble» dangereusement fragilisé par les «territoires perdus de la République» qui légitime un débat sur ce qui affaiblit notre identité.

Encore faut-il que ce débat soit mené jusqu'à son terme, dans l'expérience de la sincérité absolue, et sans idées préconçues ! Car enfin, messieurs les censeurs, en affirmant tout de go qu'un tel débat «ne pouvait finalement rien produire d'autre» que des marques de «haine» et de «désunion», ne vous êtes-vous point interdit des questions de fond ?

Ces marques de «haine» et de «désunion» que vous dénoncez viennent-elles de ce que les Français sont «racistes», «fascistes» et «xénophobes» – selon la trilogie consacrée – ou, au contraire, de ce qu'en France, le Pouvoir a, depuis trente ans, «fait le choix de laisser se tenir en son sein», et sans l'assentiment du peuple, un projet politico-religieux «de nature à briser durablement les fondements de notre vivre-ensemble» ? Comment croyez-vous que sont perçues les vagues d'immigration – et donc d'islamisation – qui touchent la France ? Pensez-vous que les Français sont insensibles au coût budgétaire de l'immigration ? Pendant combien de temps allez-vous ignorer leur sourde colère face au refus d'intégration de ceux qui entendent non seulement vivre chez nous selon leurs valeurs d'origine, mais encore éradiquer les nôtres ? Bref, voulez-vous que la France devienne le premier pays musulman d'Europe ?

Au vu de vos réactions lors de la votation suisse, et du mépris que vous avez affiché pour un peuple souverain, une réponse affirmative de votre part ne me surprendrait point – comme ne me surprend plus l'accusation de «racisme» à l'égard des musulmans, ou encore cette idée saugrenue selon laquelle le racisme serait l'apanage des Blancs ! Mais, de vous à moi, n'est-ce pas avoir une vision raciste de l'anti-racisme que de croire les Blancs seuls capables de racisme ?

**Maurice Vidal**

## **TEXTE DE SOS RACISME ET DE LIBERATION**

Arrêtez ce débat, Monsieur le Président !

Depuis le 2 novembre 2009, la France a été entraînée, malgré elle, dans les tourments d'un débat sur l'identité nationale. De nombreuses voix s'étaient pourtant élevées pour avertir que le lien posé d'emblée entre l'immigration et l'identité nationale était de nature à libérer une parole au « mieux » stigmatisante, au pire raciste.

Malheureusement, ces prédictions apparaissent aujourd'hui se situer bien en-deçà d'une réalité inquiétante et nauséabonde.

En effet, depuis plusieurs semaines, les débats sur l'identité nationale sont apparus comme des espaces de libération d'une parole raciste, prompte à remettre en cause, de façon insidieuse ou explicite, la légitimité de la présence sur le sol national de catégories entières de la population.

Un nombre substantiel de réunions nous font honte tant les propos qui y sont tenus heurtent nos consciences de républicains et de démocrates, attachés aux valeurs du vivre ensemble. Propos violents envers les immigrés et leurs enfants, vision caricaturale des « jeunes de banlieue », obsession autour de la figure du musulman comme euphémisation d'un racisme anti-arabe qui n'ose plus s'exprimer en ces termes : voilà quelles semblent être les principales réflexions qui émergent des réunions tenues sur le territoire. Pire, des responsables politiques de premier plan ont cédé au tropisme de la stigmatisation. Ainsi, il y a quelques jours, une Ministre de la République, Nadine Morano, livrait en creux sa vision du musulman, essentialisé dans la position de celui qui refuse de s'intégrer à la Nation, fût-il français.

La technique consistant, face aux tollés soulevés par de tels propos, à expliquer que ces derniers ont été mal compris ne doit pas faire illusion. La preuve n'est plus à faire que le débat sur l'identité nationale, bien loin de renforcer l'adhésion aux valeurs de la République, est un facteur de haine et de désunion, là où notre pays devrait s'atteler à cultiver le vivre ensemble. Un vivre ensemble trop fragile pour qu'il soit affaibli à travers un débat qui, posé en ces termes, ne pouvait finalement rien produire d'autre.

Face à cette réalité qu'il est inutile de vouloir camoufler, il est tout aussi inutile de sortir la carte du « peuple dont l'expression est légitime ». Car, dans notre pays comme dans toutes les grandes démocraties, le racisme n'est pas une opinion, c'est un délit. À cet égard, les propos racistes tenus dans des réunions organisées par les préfetures sont d'autant plus graves que l'Etat vient apposer sa légitimité à l'expression de pensées qui n'ont pas lieu d'être dans l'espace public.

C'est pourquoi nous vous demandons, Monsieur le Président de la République, de mettre un terme à ces réunions, sans quoi la République française que vous représentez aura fait le choix de laisser se tenir en son sein et avec son assentiment un débat de nature à briser durablement les fondements de notre vivre ensemble.